



RENTREE 2018

CHARTES

INFORMATIQUES

Information sur les chartes informatiques à l'école

La fourniture des services liés aux technologies de l'information et de la communication s'inscrit dans la mission de service public de l'Education Nationale et notamment dans le Programme d'Action Gouvernementale vers la Société de l'Information (P.A.G.S.I). Elle répond à un objectif pédagogique et éducatif tel qu'il est notamment défini dans le code de l'Education et dans sa partie législative par l'Ordonnance n°2000-549 du 15 juin 2000.



SOMMAIRE

Les chartes
informatiques à l'école
primaire

Proposition de chartes

Etudier la charte élève en
classe

Filtrage des recherches
effectués par les élèves

IEN ANDOLSHEIM

<http://www.circ-ien-andolsheim.ac-strasbourg.fr/>

Steve BLAZEK
ERUN

Les chartes informatiques à l'école primaire

Dans la [circulaire n°2004-035 du 18-2-2004](#), le ministre de l'éducation nationale indique les mesures à mettre en œuvre pour garantir le développement de l'usage de l'Internet dans le cadre pédagogique.

La charte d'usage des TIC est un texte à dimension éducative et ne doit pas se réduire à une liste d'interdictions ou à un mode d'emploi des outils informatiques. Les établissements et écoles, et plus généralement l'ensemble de la communauté éducative, doivent s'approprier les droits et devoirs mentionnés dans cette charte.



Les Chartes informatiques

La charte école

La charte élève

Le règlement intérieur

On distinguera les 2 chartes **école** et **élève**. La première définit plus particulièrement les engagements de l'établissement et des adultes. La seconde fixe les règles d'utilisation des outils numériques par l'élève.

Les 2 chartes sont annexées au règlement intérieur après avoir été présentées au conseil d'école.

L'élaboration des chartes peut s'appuyer sur les propositions des **chartes académiques** et [le guide d'élaboration d'une charte pour l'usage des TIC](#) sur Eduscol.

Il est toutefois recommandé d'adapter cette charte aux spécificités de l'établissement (salle informatique, utilisation de tablettes, sanction en cas de non-respect de la charte...).

Proposition de chartes

[La circulaire n°2004-035 du 18-02-2004](#) sur l'usage de l'Internet dans le cadre pédagogique et la protection des mineurs indiquait l'obligation de la contractualisation de l'usage d'Internet par les personnels (charte « école ») et demandait la mise en place d'une telle démarche pour les élèves (charte « élèves »).

Ces obligations sont rappelées dans la circulaire académique transmises aux écoles à la rentrée 2018.

Ces chartes, qui existent déjà dans de nombreuses écoles, doivent être généralisées. Elles devront être présentées en Conseil d'école et annexées au règlement intérieur de l'école.

Pour vous aider à les élaborer vous pouvez vous appuyer sur les propositions de chartes académiques. Ces chartes sont mises en ligne sur le site de l'inspection de circonscription :

- <http://www.circ-ien-andolsheim.ac-strasbourg.fr/spip.php?article106>
- <https://primabord.eduscol.education.fr/la-charte-dans-les-usages-numeriques-a-l-ecole> , vous y trouverez une vidéo « le mot du juriste »
- <http://eduscol.education.fr/internet-responsable/ressources/legamedia/charte.html>, Le site internet sans crainte, outil qui permet d'obtenir des données juridiques et des données concernant l'usage de l'internet dans un établissement.



- Le site de la mission TICE du 1^{er} degré de l'Isère propose d'autres modèles de chartes : <http://www.ac-grenoble.fr/missiontice38/spip.php?rubrique139>

Etudier la charte élève en classe

Il est important que la mise en place d'une charte ne se résume pas à un document imposé et annexé au règlement intérieur mais fasse l'objet d'une prise de connaissance par l'ensemble des adultes pour la charte école et par l'ensemble des élèves pour la charte élève.

Tout comme un règlement de classe, chaque point de la charte élève sera étudié et explicité. Le fait d'apposer son nom en bas de la charte, indique que l'élève a compris les éléments de la charte et s'engage à la respecter.

Ressource n°1 : la compréhension de la Charte élève

On pourra utiliser le QCM web proposé par la mission TICE de l'Isère. Pour chaque point que vous trouverez également sur la charte proposée par l'académie de Strasbourg, un QCM est proposé pour vérifier la compréhension par les élèves. A utiliser collectivement avec un vidéoprojecteur par exemple.

<http://www.ac-grenoble.fr/missiontice38/spip.php?rubrique135>



À l'école, j'utilise le matériel informatique avec l'accord de l'enseignant en respectant ses consignes.

Ressource n°2 : éducation à l'internet



Les vidéos proposées par le site [Vinz et Lou](http://www.vinz-et-lou.fr) abordent sur un ton humoristique les bonnes questions à se poser et aident les élèves à acquérir les bons réflexes.

<https://www.internetsanscrainte.fr/organiser-un-atelier/7-12-ans-outils>



En complément de ces vidéos, les élèves pourront obtenir un permis web en répondant aux questionnaires proposés par le site **passer ton permis web**.

<http://www.passe-ton-permis-web.com/>

Ressource n°3 : pour les parents soucieux de poursuivre ce travail d'éducation à l'internet...

Dans la rubrique **parents** du site [e-enfance](http://www.e-enfance.fr), divers points sont abordés comme le cyber-harcèlement, les réseaux sociaux, les contrôles parentaux, l'utilisation de Google.

Filtrage des recherches effectuées par les élèves

L'institution scolaire assume la responsabilité des élèves qui lui sont confiés : « Elle doit veiller à ce que ces derniers ne soient pas exposés à subir des dommages, et n'en causent pas à autrui, qu'il s'agisse d'autres usagers ou tiers au service » (circulaire n°96-248 du 25/10/1996).

Cela vaut pour l'ensemble des activités prises en charge par l'établissement. Il est considéré comme délictueux de ne pas prendre les mesures permettant d'éviter un dommage. La mise en place d'un filtrage dans une école est donc une obligation légale, afin, entre autres, de protéger les élèves des contenus inappropriés.

Plusieurs solutions plus ou moins optimales pourront être mises en œuvre.

Solution N°1 : solution optimale

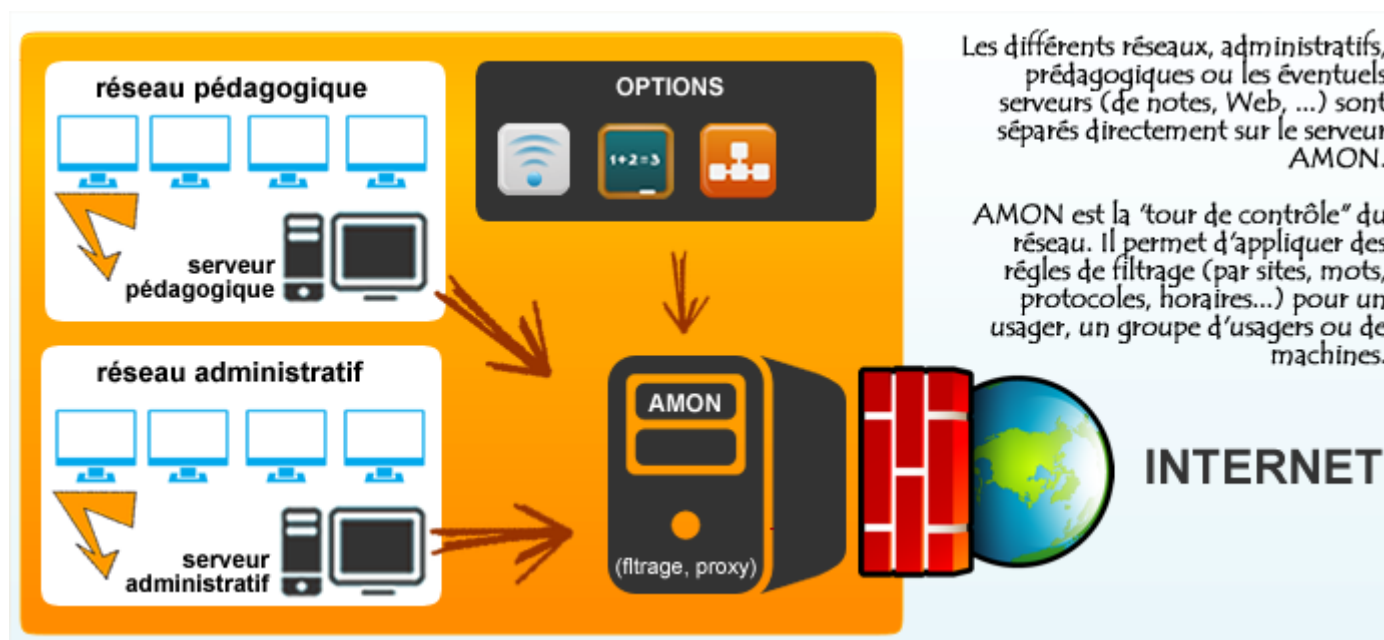
La mise en place d'un **serveur avec un logiciel filtrant** (solution Amon) ou **d'un boîtier filtrant** restent les deux solutions les plus appropriées pour assurer un filtrage sécurisé dans les écoles. Cela demande un investissement matériel et technique. Le financement du matériel sera assumé par la commune, ainsi que le câblage nécessaire, en revanche la mise en place technique pourra faire l'objet d'une demande d'intervention du RAIP.

Utilisation d'un serveur AMON :

Achat du serveur et du matériel nécessaire (switch...) par la commune

Câblage du réseau effectué par la commune

Installation du logiciel Amon et intégration des postes informatiques par le RAIP



Utilisation d'un boîtier filtrant (prix équivalent à un serveur, mais plus économique et plus simple à l'usage).

Tout comme pour un serveur, ce boîtier s'intercale entre le switch où tous les postes convergent et le modem. En revanche l'installation et le paramétrage sont très simplifiés par rapport à un serveur de Type Amon puisque le branchement du boîtier suffit à le rendre opérationnel, on pourra ensuite affiner le filtrage. De plus il est passif, consomme peu de courant et n'occupe que peu d'espace.

Frogi-secure : <http://www.frogi-secure.com/frogi-20-47-19.html?PHPSESSID=nb7e87g2ut9898pon0sbgtukm6>

Le Frogi20 filtrera 20 postes simultanément, le produit est français, une partie de sa base de référencement provient directement de l'Académie de Toulouse.

Solution N°2 : solution minimale

Dans l'attente d'une solution de filtrage optimale, il existe quelques réflexes à mettre en place pour assurer un minimum de filtrage internet.

- Mettre [Qwant Junior](#) en page d'accueil par défaut.
- Mettre le moteur Qwant Junior en moteur de recherche par défaut.
- Ajouter un contrôle parental, sous Firefox on pourra installer l'extension : FamilyFriendly Parental control.
- Utiliser des raccourcis qui mènent directement aux sites que vous proposez à vos élèves.
- Vérifiez la veille que le site existe toujours et qu'il ne contient pas d'éléments inappropriés.
- Soyez présents lorsque les élèves naviguent sur Internet.
- Avec la mise en place de la charte élèves, vous avez sensibilisé les élèves au danger d'internet.



N'hésitez pas à faire appel à votre ERUN qui pourra vous aider à mettre en place ce filtrage minimal sur chaque poste utilisé par les élèves et connecté à internet.

La mise en place d'une solution de filtrage optimale avec un boîtier filtrant ou un serveur demande un investissement financier de la part de la commune (environ 1000 €), n'hésitez pas à demander à votre ERUN de vous accompagner pour expliquer à votre maire les nécessités de la mise en place d'un filtrage.

Pour le financement des équipements informatiques, la deuxième phase du plan ENIR peut vous apporter une subvention de l'Etat qui couvre 50 % de la dépense engagée pour chaque école et est plafonnée à 7 000 € pour chacune d'entre elles. Pour être éligible, la dépense engagée pour chaque école devra s'élever à minima à 4 000 € (bénéficiant ainsi d'une subvention de l'Etat de 2 000 €). Vous serez très prochainement destinataire du cahier des charges et des conditions d'éligibilité. Date limite du dépôt des dossiers : 30 novembre (probablement avant pour la sélection au niveau académique).